

Le Président de l'établissement public territorial PARIS TERRES D'ENVOL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5219-5 ;
Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L153-36 à L153-44 et R151-51 à R151-53 et R153-20 et R153-21 ;
Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et création, dans le périmètre de la Métropole du Grand Paris, au 1^{er} janvier 2016, des établissements publics de coopération intercommunale dénommés Etablissements Publics Territoriaux (EPT) et qui prévoit que ces derniers sont compétents en matière de PLU ;
Vu la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets ;
Vu l'arrêté inter-préfectoral n°2020-15713 du 28 janvier 2020 portant approbation du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) du Croult-Enghien-Vieille Mer ;
Vu le Plan Local d'Urbanisme d'Aulnay-sous-Bois approuvé le 24 janvier 2008, et modifié le 24 septembre 2009, le 23 septembre 2010, le 7 juillet 2011 et le 22 mars 2012, le 17 octobre 2013, le 19 décembre 2013 et le 27 janvier 2014, révisé le 16 décembre 2015, mis en compatibilité le 28 décembre 2015, le 14 février 2017 et le 10 avril 2017, et modifié le 25 septembre 2017 et le 24 juin 2019 ;
Vu la délibération n°136 du conseil du territoire de l'EPT Paris Terres d'Envol du 7 décembre 2020 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de l'EPT Paris Terres d'Envol ;

Considérant la volonté de préserver le cadre de vie du tissu pavillonnaire ;
Considérant la nécessité d'ajuster les densités sur des secteurs et carrefours stratégiques ;
Considérant la nécessité de conforter les équipements existants et leur capacité à se développer efficacement ;
Considérant la nécessité de conforter les trames viaires afin de préserver leur gabarit et un bâti adouci ;
Considérant la volonté d'améliorer les protections patrimoniales du PLU sur la base de diagnostics récemment réalisés ;
Considérant que l'application du PLU a fait apparaître le besoin d'améliorer certaines règles et leur lisibilité ;
Considérant que le PLU doit être mis en compatibilité avec le SAGE Croult-Enghien-Vieille Mer ;
Considérant le besoin de modifier les annexes du règlement ;
Considérant le besoin d'actualiser les servitudes et les annexes du PLU ;
Considérant la nécessité d'apporter des corrections matérielles ;
Considérant la nécessité de modifier le règlement et le plan de zonage pour permettre ces adaptations ;
Considérant que les modifications apportées relèvent de la procédure de modification de droit commun telle que codifiée dans le code de l'urbanisme.

ARRÊTE

- ARTICLE 1** Il est prescrit la procédure de modification de droit commun n°3 du PLU de la commune d'Aulnay-sous-Bois.
- ARTICLE 2** Dans une perspective de renforcement de la traduction réglementaire des objectifs du PADD et de pérenniser l'applicabilité du PLU, le projet de modification de droit commun n°3 du PLU a notamment pour objectifs :

- D'adapter les pièces règlementaires afin de préserver le tissu pavillonnaire, d'ajuster les densités sur certains espaces stratégiques et de conforter le développement des équipements et la trame viaire ;
- D'améliorer la protection du patrimoine communal ;
- D'améliorer la formulation et la lisibilité de certaines règles ;
- D'intégrer les dispositions relatives au SAGE Croult-Enghien-Vieille Mer ;
- D'actualiser les servitudes et les annexes du PLU ;
- D'apporter des corrections matérielles.

- ARTICLE 3** Le projet de modification de droit commun n°3 sera notifié pour avis aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du code de l'urbanisme et sera également notifié à Monsieur le Maire d'Aulnay-sous-Bois.
- ARTICLE 4** Le projet de modification de droit commun n°3 sera soumis à enquête publique conformément aux dispositions du chapitre III du titre II du livre I^{er} du code de l'environnement.
- ARTICLE 5** A l'issue de l'enquête publique, le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui auront été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera approuvé par le conseil de territoire de l'EPT Paris Terres d'Envol.
- ARTICLE 6** Le présent arrêté sera affiché au siège de l'EPT Paris Terres d'Envol et en mairie d'Aulnay-sous-Bois pendant un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.
- ARTICLE 7** Le présent arrêté sera transmis pour ampliation :
 - A la préfecture de la Seine-Saint-Denis ;
 - A la mairie d'Aulnay-sous-Bois.
- ARTICLE 8** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Montreuil – 7 rue Catherine Puig – 93190 Montreuil - dans le délai de deux mois à compter de la notification ou l'affichage de l'acte.

Fait à Aulnay-sous-Bois, le 19 JUL. 2022



Le Président

Bruno BESCHIZZA